

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/ITA/C/2

21 mars 1996

(96-1032)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: français

## PRINCIPALES LOIS ET REGLEMENTATIONS CONSACREES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE NOTIFIEES AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

### Italie

Le présent document contient le texte des lois et réglementations ci-après<sup>1</sup>, notifiées par l'Italie au titre de l'article 63:2 de l'Accord (voir le document IP/N/1/ITA/1):

	<u>Page</u>
- Décret législatif du 16 novembre 1994, n° 685	2
- Loi du 5 février 1992, n° 93	15
- Loi du 22 mai 1993, n° 159	22
- Décret législatif du 29 décembre 1992, n° 518	24

---

<sup>1</sup>Français seulement.

DECRET LEGISLATIF n. 685 du 16 novembre 1994

Application de la directive 92/100/CEE concernant le droit de louage, le droit de prêt et certains droits connexes au droit d'auteur en matière de propriété intellectuelle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu les articles 76 et 87 de la Constitution;

Vu les articles 1, 2 et 12 de la loi n. 146 du 22 février 1994, donnant mandat au Gouvernement d'appliquer la directive du Conseil n. 92/100/CEE du 19 novembre 1992 concernant le droit de louage, le droit de prêt et certains droits connexes au droit d'auteur en matière de propriété intellectuelle;

Vu la décision adoptée par le Conseil des Ministres dans la réunion du 27 octobre 1994;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Coordination des politiques de l'Union européenne, de concert avec les Ministres des Affaires étrangères, de la Justice et du Trésor;

PROMULGUE

le décret législatif ci-après:

Article premier

1. L'article 17 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'article suivant:

"Article 17. - 1. Le droit exclusif de distribution a pour objet le droit de mettre dans le commerce, en circulation ou bien à la disposition du public, par quelque moyen et à quelque titre que ce soit,

l'œuvre ou les exemplaires de celle-ci; il comprend en outre le droit exclusif d'introduire les reproductions réalisées dans les Etats extra-communautaires dans le territoire des Etats de l'Union européenne en vue de leur distribution.

2. La livraison gratuite ne constitue pas un exercice du droit exclusif de distribution lorsqu'elle est effectuée ou autorisée par le titulaire d'exemplaires des œuvres à des fins de promotion, ou bien dans un but d'enseignement ou de recherche scientifique".

## Article 2

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 18 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 18-bis. - 1. Le droit exclusif de louage a pour objet la cession du droit d'utilisation des originaux, de copies ou de supports d'œuvres protégées par le droit d'auteur, effectuée pour une période limitée et en vue de réaliser un bénéfice économique ou commercial direct ou indirect.

2. Le droit exclusif de prêt a pour objet la cession du droit d'utilisation des originaux, de copies ou de supports d'œuvres protégées par le droit d'auteur, effectuée par des institutions ouvertes au public, pour une période limitée et dans un autre (but) que celui visé à l'alinéa 1.

3. L'auteur a le pouvoir exclusif d'autoriser le louage ou le prêt par des tiers.

4. Les droits et les pouvoirs dits ne prennent pas fin au moment de la vente ou de la distribution, sous quelque forme que ce soit, des originaux, de copies ou de supports des œuvres.

5. Même en cas de cession du droit de louage à un producteur de phonogrammes, ou d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles ou de séquences d'images en mouvement, l'auteur conserve le droit

d'obtenir une juste rémunération pour le louage qu'il a conclu à son tour avec des tiers. Toute clause contraire est nulle.

6. Les alinéas de 1 à 4 ne s'appliquent ni aux projets ou aux dessins de bâtiments, ni aux œuvres des arts appliqués".

#### Article 3

1. Le point n. 2) du premier alinéa de l'article 61 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par le point suivant:

"2) de reproduire, de distribuer, de louer, de prêter, ainsi que le pouvoir exclusif d'autoriser le louage et le prêt des exemplaires de l'œuvre adaptée ou enregistrée de la sorte;".

#### Article 4

1. Le deuxième alinéa de l'article 61 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'alinéa suivant:

"La cession du droit de reproduction ou du droit de distribution ne comprend pas, sauf clause contraire, la cession du droit d'exécution publique ou de radiodiffusion.".

#### Article 5

1. L'article 69 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'article suivant:

"Article 69. - 1. Le prêt effectué par les bibliothèques et les discothèques de l'Etat et des organismes publics, dans un but exclusif de promotion culturelle et d'étude personnelle, n'est pas assujetti à l'autorisation du titulaire du droit y afférent, qui n'a droit à aucune rémunération; il a pour objet exclusivement:

a) les exemplaires imprimés des œuvres, excepté les partitions de chant des opéras et les partitions musicales;

b) les phonogrammes et les vidéogrammes contenant des œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, ou des séquences d'images en mouvement, qu'elles soient sonores ou <sup>NON</sup> pas, lorsque dix-huit mois au moins se sont écoulés depuis le premier acte d'exercice du droit de distribution".

#### Article 6

1. La section du chapitre I du titre II de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacée par la section suivante:

"DROITS RELATIFS A LA PRODUCTION  
DE DISQUES PHONOGRAPHIQUES ET D'APPAREILS ANALOGUES"

#### Article 7

1. L'article 72 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'article suivant:

"Article 72. - 1. Sans préjudice des droits appartenant à l'auteur aux termes du titre I de la présente loi, le producteur du disque phonographique ou d'un autre appareil analogue reproduisant les sons ou les voix a le droit exclusif, pour la durée et aux conditions établies par les articles qui suivent, de reproduire, par quelque procédé de copie que ce soit, ledit disque ou appareil qu'il a produit et de le distribuer. Le droit de distribution dans le territoire de l'Union européenne ne prend fin qu'en cas de première vente du phonogramme effectuée ou autorisée par le producteur dans un Etat membre.

2. Le producteur de phonogrammes a en outre le droit exclusif de louer et de prêter, <sup>AINSI QUE</sup> ~~et aussi~~ d'autoriser le louage et le prêt des phonogrammes qu'il a produits. Ce droit ne prend pas fin au moment

de la vente ou de la distribution des phonogrammes, sous quelque forme que ce soit.".

#### Article 8

1. Le premier alinéa de l'article 73 de la loi n. 633 du 22 avril 1941, tel que modifié par l'article 1 du décret du Président de la République n. 490 du 14 mai 1974, est remplacé par l'alinéa suivant:

"Le producteur du disque phonographique ou d'un autre appareil analogue reproduisant les sons ou les voix, ainsi que les artistes interprètes ou les artistes exécutants ayant réalisé l'interprétation ou l'exécution enregistrée ou reproduite sur ces supports, indépendamment des droits de distribution, de louage et de prêt qui leur appartiennent, ont droit à une rémunération pour l'utilisation, dans un but lucratif, du disque ou de l'appareil analogue au moyen de la radiodiffusion, de la cinématographie, de la télévision, dans les fêtes publiques dansantes, dans les établissements publics et à l'occasion de toute autre utilisation publique de ceux-ci. L'exercice du droit susdit revient au producteur, qui partage la rémunération avec les artistes interprètes ou exécutants intéressés.".

#### Article 9

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 73 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 73-bis. - 1. Les artistes interprètes ou exécutants et le producteur du phonogramme utilisé ont droit à une juste rémunération même lorsque l'utilisation visée à l'article 73 est effectuée dans un but non lucratif.

2. Sauf accord contraire entre les parties, ladite rémunération est établie, perçue et répartie suivant les dispositions du règlement.".

## Article 10

1. Le chapitre suivant est inséré à la suite du chapitre I du titre II de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

### *"Chapitre I-bis*

#### DROITS DES PRODUCTEURS D'ŒUVRES CINÉMATOGRAPHIQUES OU AUDIOVISUELLES, OU DE SÉQUENCES D'IMAGES EN MOUVEMENT

Article 78-bis. - 1. Le producteur d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, ou de séquences d'images en mouvement, est titulaire du pouvoir exclusif:

a) d'autoriser la reproduction directe ou indirecte des originaux et des copies de ses réalisations;

b) d'autoriser la distribution, par quelque moyen que ce soit, y compris la vente, de l'original et des copies de ces réalisations; le droit de distribution dans le territoire de l'Union européenne ne prend fin qu'en cas de première vente effectuée ou autorisée par le producteur dans un Etat membre;

c) d'autoriser le louage et le prêt de l'original et des copies de ses réalisations; la vente ou la distribution sous quelque forme que ce soit, ne mettent pas fin au droit de louage et de prêt.

2. Les droits visés à l'alinéa 1 ne prennent fin que lorsque vingt ans se sont écoulés depuis la fin de l'année solaire au cours de laquelle l'enregistrement a été réalisé."

## Article 11

1. Le chapitre II du titre II de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par le chapitre suivant:

## *"Chapitre II*

### DROITS RELATIFS A LA DIFFUSION RADIOPHONIQUE ET TELEVISEE

Article 79. - 1. Sans préjudice des droits sanctionnés par cette loi en faveur des auteurs, des producteurs de disques phonographiques et d'appareils analogues, des producteurs d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, ou de séquences d'images en mouvement, des artistes interprètes et des artistes exécutants, quiconque exerce l'activité de diffusion radiophonique et télévisée a le pouvoir exclusif:

a) d'autoriser l'enregistrement des transmissions qu'il a effectuées par fil ou par voie hertzienne: ce droit n'appartient pas au distributeur par câble s'il retransmet simplement au moyen du câble les émissions d'autres organismes de radiodiffusion;

b) d'autoriser la reproduction directe ou indirecte des enregistrements de ses émissions;

c) d'autoriser la retransmission par fil ou par voie hertzienne de ses émissions, ainsi que leur communication au public si celle-ci a lieu dans des endroits accessibles moyennant le paiement d'un droit d'entrée;

d) d'autoriser la distribution des enregistrements de ses émissions: ce pouvoir ne prend fin dans le territoire de l'Union européenne qu'en cas de première vente effectuée ou autorisée par le titulaire dans un Etat membre.

2. Les sujets mentionnés à l'alinéa 1 ont en outre le droit exclusif d'utiliser l'enregistrement de leurs émissions pour de nouvelles transmissions ou retransmissions ou pour de nouveaux enregistrements.

3. L'expression "radiodiffusion" se réfère à la diffusion radiophonique et télévisée.



4. L'expression "par fil ou par voie hertzienne" inclut les transmissions par câble et par satellite.

5. La durée des droits visés à l'alinéa 1 est de vingt ans à partir de la fin de l'année solaire au cours de laquelle la première diffusion d'une émission a été effectuée".

## Article 12

1. L'intitulé du chapitre III du titre II de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'intitulé suivant:

"DROITS DES ARTISTES INTERPRETES  
ET DES ARTISTES EXECUTANTS"

## Article 13

1. L'article 80 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'article suivant:

"Article 80. - 1. Sont considérés artistes interprètes et artistes exécutants les acteurs, les chanteurs, les musiciens, les danseurs et les autres personnes qui représentent, chantent, jouent, déclament ou exécutent, de quelque manière que ce soit, des œuvres de talent, qu'elles soient protégées ou de notoriété publique.

2. Les artistes interprètes et exécutants ont, indépendamment de la rémunération qui leur est due, le cas échéant, pour leurs performances artistiques en direct, le pouvoir exclusif:

a) d'autoriser l'enregistrement de leurs performances artistiques;

b) d'autoriser la reproduction directe ou indirecte de l'enregistrement de leurs performances artistiques;

c) d'autoriser la radiodiffusion par voie hertzienne et la communication au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, de leurs performances artistiques en direct, à moins que celles-ci ne soient fournies en vue d'une diffusion radiotélévisée ou qu'elles fassent déjà l'objet d'un enregistrement utilisé pour la diffusion. Si l'enregistrement consiste dans un disque phonographique ou dans un autre appareil analogue et s'il est utilisé dans un but lucratif, il est reconnu aux artistes interprètes ou exécutants la rémunération visée à l'article 73; si, par contre, il est utilisé dans un but non lucratif, il est reconnu aux artistes interprètes ou exécutants la juste rémunération visée à l'article 73-bis;

d) d'autoriser la distribution des enregistrements de leurs performances artistiques: ce droit ne prend fin dans le territoire de l'Union européenne qu'en cas de première vente par le titulaire du droit, ou avec son accord, dans un Etat membre;

e) d'autoriser le louage ou le prêt des enregistrements de leurs performances artistiques et des reproductions y afférentes: l'artiste interprète ou exécutant, même en cas de cession du droit de louage à un producteur de phonogrammes, ou d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, ou de séquences d'images en mouvement, conserve le droit d'obtenir une juste rémunération pour le louage conclu par le producteur avec des tiers. Toute clause contraire est nulle."

#### Article 14

1. Aux articles 81, 82 et 83 de la loi n. 633 du 22 avril 1941, les mots: "artistes acteurs ou interprètes" sont remplacés par les mots suivants: "artistes interprètes".

#### Article 15

1. L'article 84 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'article suivant:

"Article 84. - 1. Sauf volonté contraire des parties, il est présumé que les artistes interprètes et exécutants ont cédé le droit d'autoriser le louage lors de la passation du contrat pour la production d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle, ou d'une séquence d'images en mouvement, sans préjudice du droit à la juste rémunération visé à l'article 18-bis, alinéa 5, de la présente loi.

2. Sauf volonté contraire des parties, il est présumé que les artistes interprètes et les artistes exécutants ont cédé les droits d'enregistrement, de reproduction, de radiodiffusion et de distribution lors de la passation du contrat pour la production d'une œuvre cinématographique ou audiovisuelle, ou d'une séquence d'images en mouvement.

3. La juste rémunération visée à l'alinéa 1 est établie suivant les dispositions du règlement."

#### Article 16

1. L'article 85 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est remplacé par l'article suivant:

"Article 85. - 1. Les droits visés au présent chapitre durent vingt ans à partir de la fin de l'année solaire au cours de laquelle l'exécution, la représentation ou la récitation ont eu lieu".

#### Article 17

1. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 171-bis de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 171-ter. - 1. Quiconque:

a) copie ou reproduit abusivement dans un but lucratif, par quelque procédé que ce soit, des œuvres destinées au réseau du cinéma ou de la télévision, des disques, des bandes ou des supports analogues,

ou bien tout autre support contenant des phonogrammes ou des vidéogrammes d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, ou de séquences d'images en mouvement;

b) sans avoir participé à la copie ou à la reproduction, met dans le commerce, loue ou bien permet l'utilisation à quelque titre que ce soit et dans un but lucratif, détient en vue des usages sus-mentionnés, introduit dans un but lucratif dans le territoire de l'Etat, projette en public ou transmet au moyen de la télévision les copies ou les reproductions abusives mentionnées à la lettre a);

c) vend ou loue des cassettes vidéo, des cassettes musicales ou d'autres supports contenant des phonogrammes ou des vidéogrammes d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, ou de séquences d'images en mouvement, ne portant pas le visa de la Société italienne des auteurs et éditeurs (S.I.A.E.) au sens de la présente loi et du règlement d'exécution

est passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de cinq cent mille liras à six millions de liras.

2. La peine ne sera pas inférieure à six mois et l'amende à un million de liras si la gravité des faits le justifie.

3. Toute condamnation motivée par les délits mentionnés aux alinéas 1 et 2 comportera la publication du jugement dans un ou plusieurs quotidiens et dans un ou plusieurs périodiques spécialisés."

## Article 18

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 171-ter de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 171-quater. - 1. A moins que le fait ne constitue un délit plus grave, quiconque:

a) donne en location ou bien autorise l'utilisation à quelque titre que ce soit des originaux, des copies ou des supports obtenus d'une manière licite d'œuvres protégées par le droit d'auteur;

b) réalise l'enregistrement sur support sonore, vidéo ou audiovisuel des performances artistiques mentionnées à l'article 80,

abusivement et dans un but lucratif, est passible d'une peine d'emprisonnement jusqu'à un an ou d'une amende d'un million de liras à dix millions de liras."

#### Article 19

1. Au premier alinéa de l'article 172 de la loi n. 633 du 22 avril 1941, le mot "précédent" est remplacé par: "171".

#### Article 20

1. Les articles 1 et 2 de la loi n. 406 du 29 juillet 1981, la loi n. 400 du 20 juillet 1985 et l'article 2 du décret-loi n. 9 du 26 janvier 1987, modifié et converti par la loi n. 121 du 27 mars 1987, sont supprimés.

#### Article 21

1. Les dispositions du présent décret relatives au droit de louage et au droit de prêt, ainsi qu'au pouvoir d'autoriser le louage ou le prêt, ne s'appliquent ni à d'autres formes de cession de phonogrammes, ou d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles, ou de séquences d'images en mouvement en vue de leur projection publique, de leur radiodiffusion et de leur mise à disposition en vue d'une consultation sur place, ni à la cession d'œuvres ou d'exemplaires d'œuvres en vue de leur exposition; le prêt n'inclut pas la mise à disposition entre institutions ouvertes au public. Les utilisations susdites sont encore réglementées par les dispositions de la loi n. 633 du 22 avril 1941, dans la mesure où elles sont applicables.

## Article 22

1. Les rapports découlant des contrats passés avant le 1er juillet 1994 et les utilisations effectuées avant cette date sont régis par les dispositions en vigueur avant la date de la mise en application du présent décret.

2. Par dérogation à l'alinéa 1, pour ce qui concerne les contrats de cession du droit de louage passés avant le 1er juillet 1994, les auteurs et les artistes exécutants et interprètes qui en font la demande avant le 1er janvier 1997 ont droit à une juste rémunération. A défaut d'un accord entre les parties, la rémunération est établie par décret du Président du Conseil des Ministres, sur la proposition du Comité consultatif permanent du droit d'auteur, adoptée en assemblée plénière.

Le présent décret, muni du sceau de l'Etat, sera inséré dans le Recueil officiel des actes normatifs de la République italienne. Chacun est tenu de l'observer et de le faire observer.

LOI n. 93 du 5 février 1992

**Dispositions en faveur des entreprises phonographiques et rémunérations pour les reproductions privées à but non lucratif.**

La Chambre des députés et le Sénat de la République ont approuvé;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

PROMULQUE

la loi ci-après :

Article premier

*Organisation de l'activité phonographique*

1. Les phonogrammes, même musicaux, enregistrés sur disque, bande et supports analogues, constituent, en tant qu'instruments de diffusion culturelle, des biens d'intérêt national.

2. Les entreprises produisant des phonogrammes sont des entreprises industrielles et jouissent, en tant que telles et en fonction de leur taille, des facilités prévues en faveur des grandes, moyennes et petites entreprises industrielles.

Article 2

*Utilisation des phonogrammes*

1. L'utilisation des phonogrammes par des organismes de radio et de télévision est assujettie aux dispositions visées aux articles 72, 73, 74, 75, 76, 77 et 78 de la loi n. 633 du 22 avril 1941, telle que modifiée par la suite.

2. S'il est établi, au niveau judiciaire, que la rémunération relative aux droits visés à l'article 73 de la loi n. 633 du 22 avril 1941, telle que modifiée par la suite, n'a pas été payée, il peut être décidé, en plus du versement de ladite rémunération, d'interdire l'utilisation des phonogrammes pour une période allant d'un minimum de quinze jours à un maximum de cent quatre-vingts jours.

3. S'il est établi, au niveau judiciaire, que l'utilisation de phonogrammes porte préjudice au producteur phonographique, au sens de l'article 74 de la loi n. 633 du 22 avril 1941, outre l'interdiction définitive de leur utilisation, une sanction administrative d'un minimum de cinq cent mille liras à un maximum de dix millions de liras peut être infligée.

### Article 3

#### *Droits relatifs aux enregistrements à but non lucratif*

1. Sans préjudice des dispositions de la loi n. 633 du 22 avril 1941, telle que modifiée par la suite, les auteurs et les producteurs de phonogrammes, les producteurs originels d'œuvres audiovisuelles, ainsi que les producteurs de vidéogrammes, et leurs ayants cause, ont le droit de réclamer, à titre de rémunération pour la reproduction privée à usage personnel et à but non lucratif de phonogrammes et de vidéogrammes, une part du prix de vente au revendeur des bandes ou supports analogues d'enregistrement sonore et vidéo (cassettes musicales, cassettes vidéo et autres supports) et des appareils d'enregistrement sonore.

2. La rémunération mentionnée à l'alinéa 1 est fixée dans la mesure de :

a) 10 pour cent du prix de vente au revendeur des bandes ou supports analogues d'enregistrement sonore (cassettes musicales et autres supports sonores);



b) 5 pour cent du prix de vente au revendeur des bandes ou supports analogues d'enregistrement vidéo (cassettes vidéo et autres supports vidéo);

c) 3 pour cent du prix de vente au revendeur des appareils d'enregistrement sonore.

3. La rémunération est due par quiconque produit ou importe dans le territoire de l'Etat, dans un but commercial, les bandes ou supports analogues d'enregistrement sonore et vidéo, ou les appareils d'enregistrement sonore.

4. La rémunération mentionnée aux alinéas 1 et 2 pour les bandes ou les supports analogues d'enregistrement sonore et pour les appareils d'enregistrement sonore est versée à la Société italienne des auteurs et éditeurs (SIAE) qui la répartit, tous frais déduits, par l'intermédiaire entre autres de leurs associations de catégorie, dans la mesure de 50 pour cent aux auteurs et à leurs ayants cause et de 50 pour cent aux producteurs de phonogrammes.

5. Les producteurs de phonogrammes doivent verser 50 pour cent de la rémunération qui leur est attribuée au sens de l'alinéa 4 aux artistes interprètes ou exécutants intéressés.

6. La rémunération mentionnée aux alinéas 1 et 2 pour les bandes ou les supports analogues d'enregistrement vidéo est versée à la SIAE qui la répartit, tous frais déduits, par l'intermédiaire entre autres de leurs associations de catégorie les plus représentatives, dans la mesure d'un tiers aux auteurs, d'un tiers aux producteurs originels d'œuvres audiovisuelles et d'un tiers aux producteurs de vidéogrammes; ceux-ci destinent 5 pour cent des rémunérations attribuées à chacun d'entre eux à la Mutuelle des artistes interprètes exécutants (IMAIE), mentionné à l'article 4, pour les activités et les objectifs visés à l'article 7, alinéa 2.

#### Article 4

##### *Mutuelle des artistes interprètes exécutants*

1. L'IMAIE a été constitué par les organisations syndicales les plus représentatives, à l'échelle nationale, des catégories des artistes interprètes ou exécutants signataires des conventions collectives. Son but, conformément aux statuts, est de sauvegarder les droits des artistes interprètes ou exécutants et de protéger et favoriser les intérêts collectifs de ces catégories.

2. L'IMAIE présentera, dans les trente jours qui suivent la publication de la présente loi au Journal officiel de la République italienne, une demande pour être reconnu en tant que personne morale.

3. Au sens de l'article 2459 du code civil, le Ministre du Tourisme et du Spectacle nomme le président et les commissaires aux comptes de l'IMAIE, et le Ministre du Travail et de la Protection Sociale nomme un membre dudit collège.

4. La constitution et le fonctionnement de l'IMAIE sont pris en charge sans grever le budget de l'Etat.

#### Article 5

##### *Droits des artistes interprètes ou exécutants*

1. Sans préjudice des dispositions visées au décret du Président du Conseil des Ministres du 1er septembre 1975, publié au Journal officiel de la République italienne n. 257 du 20 septembre 1975, les rémunérations dues aux artistes interprètes ou exécutants au sens de l'article 73, premier alinéa, de la loi n. 633 du 22 avril 1941, telle que modifiée par la suite, et au sens de l'article 3, alinéa 5, de la présente loi, sont versées à l'IMAIE par les producteurs de phonogrammes ou par leurs associations de catégorie, qui transmettent en outre à l'IMAIE la documentation nécessaire pour l'identification des ayants cause.

2. L'IMAIE établit le montant des rémunérations mentionnées au premier alinéa, qui sont dues à chaque artiste interprète ou exécutant d'après les critères définis dans un accord conclu entre les associations de catégorie des producteurs de phonogrammes et les organisations syndicales les plus représentatives des catégories des artistes interprètes ou exécutants signataires des conventions collectives nationales. L'accord susdit établit en outre les modalités d'encaissement et de versement des rémunérations.

3. Avant la fin du premier mois de chaque trimestre, l'IMAIE communique aux ayants cause le montant des rémunérations qui leur sont dues pour le trimestre précédent et publie en outre au Journal officiel de la République italienne la liste des noms des ayants droit.

4. Les artistes interprètes ou exécutants, ou leurs ayants cause, ont droit au versement par l'IMAIE des rémunérations qui leur sont dues au sens du présent article, tous frais déduits, dans les mille quatre-vingt cinq jours qui suivent la publication de la liste mentionnée à l'alinéa 3.

5. Après l'expiration des délais indiqués à l'alinéa 4 du présent article, les sommes relatives aux droits non exercés sont dévolues à l'IMAIE et utilisées pour les activités et les objectifs visés à l'article 7, alinéa 2.

## Article 6

### *Rémunérations dues et non distribuées*

1. Les rémunérations dues aux artistes interprètes ou exécutants au sens de l'article 73, premier alinéa de la loi n. 633 du 22 avril 1941, telle que modifiée par la suite, et non distribuées à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont versées à l'IMAIE par les producteurs de phonogrammes ou par leurs associations de catégorie, qui transmettent en outre à la société susdite la documentation nécessaire pour l'identification des ayants droit. Ceci sans préjudice des dispositions visées au décret du Président du Conseil des Ministres du

1er septembre 1975, publié au Journal officiel de la République italienne n. 252 du 20 septembre 1975.

2. L'IMAIE établit le montant des rémunérations mentionnées au premier alinéa, qui sont dues à chaque artiste interprète ou exécutant d'après les critères définis dans un accord conclu entre les associations de catégorie des producteurs de phonogrammes et les organisations syndicales les plus représentatives des catégories des artistes interprètes ou exécutants signataires des conventions collectives nationales. L'accord susdit établit en outre les modalités d'encaissement et de versement des rémunérations.

3. Dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la conclusion de l'accord visé à l'alinéa 2, l'IMAIE communiquera aux ayants droit le montant des rémunérations qui leur sont dues et publiera en outre la liste des noms des ayants droit au Journal officiel de la République italienne.

4. Les artistes interprètes ou exécutants, ou leurs ayants cause, ont droit au versement par l'IMAIE des rémunérations qui leur sont dues au sens du présent article, tous frais déduits, dans les mille neuf cent cinq jours qui suivent la publication de la liste mentionnée à l'alinéa 3.

5. Après l'expiration des délais indiqués à l'alinéa 4 du présent article, les sommes relatives aux droits non exercés sont dévolues à l'IMAIE et utilisées pour les activités et les objectifs visés à l'article 7, alinéa 2.

## Article 7

### *Rémunérations non distribuables*

1. Les rémunérations visées aux articles 5 et 6, relatives aux droits dont les titulaires ne sont pas identifiables, sont dévolues à l'IMAIE.

2. L'IMAIE utilise les sommes mentionnées à l'alinéa 1 et celles visées à l'article 3, alinéa 6, à l'article 5, alinéa 5 et à l'article 6, alinéa

5, pour les activités d'étude et de recherche, et à des fins de promotion, de formation et d'aide professionnelle en faveur des artistes interprètes ou exécutants.

#### Article 8

##### *Accès des phonogrammes dans les écoles*

1. Dans les cent quatre-vingts jours à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, le Ministre de l'Education Nationale promulguera des dispositions en vue d'encourager l'accès dans les écoles des phonogrammes, même musicaux, enregistrés sur disque, bande et supports analogues, en tant que moyen de diffusion de la culture et d'encouragement à l'éducation, en établissant les critères et les programmes en fonction des crédits budgétaires déjà autorisés.

La présente loi, munie du sceau de l'Etat, sera insérée dans le Recueil officiel des actes normatifs de la République italienne. Chacun est tenu de l'observer et de la faire observer en tant que loi de l'Etat.

LOI n. 159 du 22 mai 1993

Dispositions en matière de reproduction abusive de livres et abrogation de la contribution sur les œuvres de notoriété publique visées aux articles 177, 178 et 179 et au dernier alinéa de l'article 172 de la loi n. 633 du 22 avril 1941.

La Chambre des députés et le Sénat de la République ont approuvé;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

PROMULGUE

la loi ci-après:

Article premier

1. Quiconque reproduit abusivement dans un but lucratif, par quelque procédé que ce soit, la composition graphique d'œuvres ou de parties d'œuvres littéraires, dramatiques, scientifiques, didactiques et musicales, protégées par la loi n. 633 du 22 avril 1941 telle qu'amendée par la suite, ou qui, sans participer à la reproduction, mais en étant au courant de celle-ci, met dans le commerce, détient en vue de la vente ou introduit dans un but lucratif lesdites reproductions dans le territoire de l'Etat, est passible d'une sanction administrative d'un million de liras à trois millions de liras et, dans des cas particulièrement graves, d'une sanction allant jusqu'à dix millions de liras.

2. Ne sont considérées comme ayant un but lucratif ni l'utilisation de reproductions de textes musicaux pour une activité didactique, d'étude et de recherche, y compris les exercices et les séances liés aux

activités musicales d'amateurs et à celles exercées par des associations et des fondations à but non lucratif, ni l'utilisation pour d'autres manifestations publiques de textes musicaux qu'il est impossible d'acheter sur le marché.

## Article 2

1. Les montants qui découlent de l'application des sanctions pécuniaires prévues par l'article 1 et par les lois n. 406 du 29 juillet 1981 et n. 400 du 20 juillet 1985 sont versés à l'Organisme national d'aide et de prévoyance des peintres et sculpteurs, des musiciens, des écrivains et des auteurs dramatiques.

## Article 3

1. Les articles 177, 178 et 179, ainsi que le dernier alinéa de l'article 172 de la loi n. 633 sus-mentionnée du 22 avril 1941, sont supprimés.

2. Les articles 52, 53, 54, 55 et 56 du règlement d'exécution de la loi n. 633 du 22 avril 1941 sur la protection du droit d'auteur et d'autres droits connexes à l'exercice de celui-ci, approuvé par le décret royal n. 1369 du 18 mai 1942, sont supprimés.

La présente loi, munie du sceau de l'Etat, sera insérée dans le Recueil officiel des actes normatifs de la République italienne. Chacun est tenu de l'observer et de la faire observer en tant que loi de l'Etat.

DECRET LEGISLATIF n. 518 du 29 décembre 1992

Application de la directive 91/250/CEE relative à la protection juridique des programmes d'ordinateur.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Vu les articles 76 et 87 de la Constitution;

Vu l'article 7 de la loi n. 489 du 19 décembre 1992, donnant mandat au Gouvernement d'appliquer la directive du Conseil 91/250/CEE du 14 mai 1991 relative à la protection juridique des programmes d'ordinateur;

Vu la décision adoptée par le Conseil des Ministres dans la réunion du 23 décembre 1992;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Coordination des politiques communautaires et des affaires régionales, de concert avec les Ministres des Affaires étrangères, de la Justice et du Trésor;

PROMULGUE

le décret législatif ci-après :

Article premier

1. L'alinéa suivant est ajouté à l'article 1 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Sont en outre protégés les programmes d'ordinateur en tant qu'œuvres littéraires au sens de la Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, ratifiée et devenue exécutoire en vertu de la loi n. 399 du 20 juin 1978".



## Article 2

1. Le point suivant est ajouté à la suite du point n. 7) de l'article 2 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

8) les programmes d'ordinateur, quelle que soit la forme dans laquelle ils sont exprimés, pourvu qu'ils soient originaux et résultent de la création intellectuelle de l'auteur. Sont toujours exclus de la protection accordée par la présente loi les idées et les principes qui sont à la base de tout élément d'un programme, y compris ses interfaces. Le terme de programme comprend aussi le matériel préparatoire pour l'élaboration du programme en question".

## Article 3

1. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 12 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 12-*bis*. - Sauf clause contraire, au cas où un programme d'ordinateur serait créé par un travailleur salarié dans l'exercice de ses fonctions ou suivant les instructions fournies par son employeur, ce dernier est titulaire des droits exclusifs d'utilisation économique du programme ainsi créé".

## Article 4

1. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 27 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 27-*bis*. - La durée des droits d'utilisation économique du programme d'ordinateur, prévue par les dispositions de la présente section, est calculée, dans chacun des cas, à partir du 1er janvier de l'année qui suit celle où se produit l'événement prévu par la loi".

## Article 5

1. La section suivante est ajoutée à la suite de la section V du chapitre IV du titre I de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

### "Section VI - PROGRAMMES D'ORDINATEUR

Article 64-bis. - 1. Sans préjudice des dispositions des articles suivants 64-ter et 64-quater, les droits exclusifs conférés par la présente loi sur les programmes d'ordinateur comprennent le droit d'effectuer ou d'autoriser:

a) la reproduction permanente ou temporaire, totale ou partielle, du programme d'ordinateur par quelque moyen ou sous quelque forme que ce soit. Dans la mesure où des opérations telles que le chargement, la visualisation, l'exécution, la transmission ou la mémorisation du programme d'ordinateur exigent une reproduction, ces opérations sont également assujetties à l'autorisation du titulaire des droits;

b) la traduction, l'adaptation, la transformation et toute autre modification du programme d'ordinateur, ainsi que la reproduction de l'œuvre qui en résulte, sans préjudice des droits de celui qui modifie le programme;

c) toute forme de distribution au public du programme d'ordinateur original ou des copies de ce dernier, y compris la location. La première vente d'une copie du programme dans la Communauté Economique Européenne par le titulaire des droits, ou avec son accord, met fin au droit de distribution de cette copie au sein de la Communauté, exception faite du droit de contrôler la location ultérieure du programme ou d'une copie de celui-ci.

Article 64-ter - 1. Sauf clause contraire, les activités indiquées à l'article 64-bis, lettres a) et b), ne sont pas assujetties à l'autorisation

du titulaire des droits lorsqu'elles sont nécessaires pour que l'acheteur légitime puisse utiliser le programme d'ordinateur conformément à sa destination, y compris la correction des erreurs.

2. On ne peut empêcher, par contrat, à quiconque a le droit d'utiliser une copie du programme d'ordinateur de réaliser une copie de secours du programme si cette copie est nécessaire pour l'utilisation de ce dernier.

3. Quiconque a le droit d'utiliser une copie du programme d'ordinateur peut, sans l'autorisation du titulaire des droits, observer, étudier ou éprouver le fonctionnement du programme afin de déterminer les idées et les principes qui sont à la base de chaque élément dudit programme, lorsqu'il accomplit ces actions pendant des opérations de chargement, de visualisation, d'exécution, de transmission ou de mémorisation du programme qu'il a le droit d'effectuer. Les accords contractuels conclus en contrevenant au présent alinéa sont nuls.

Article 64-quater - 1. L'autorisation du titulaire des droits n'est pas requise lorsque la reproduction du code du programme d'ordinateur et la traduction de sa forme au sens de l'article 64-bis, lettres a) et b), effectuées dans le but de modifier la forme du code, sont indispensables en vue d'obtenir les informations nécessaires pour l'interopérabilité, avec d'autres programmes, d'un programme d'ordinateur créé de manière autonome, pourvu que les conditions suivantes soient remplies:

a) les activités sus-mentionnées sont exercées par le titulaire de la licence d'exploitation, ou par quelqu'un d'autre ayant le droit d'utiliser une copie du programme ou bien, pour le compte de ceux-ci, par tout sujet autorisé à cet effet;

b) les informations nécessaires pour obtenir l'interopérabilité ne sont pas déjà aisément et rapidement accessibles aux sujets indiqués à la lettre a);

c) les activités susdites sont limitées aux parties du programme original nécessaires pour garantir l'interopérabilité.

2. Les dispositions visées à l'alinéa 1 ne permettent pas que les informations obtenues en vertu de leur application:

a) soient utilisées à des fins autres que l'interopérabilité du programme créé de manière autonome;

b) soient communiqués à des tiers, sauf pour permettre l'interopérabilité du programme créé de manière autonome;

c) soient utilisées pour le développement, la production ou la commercialisation d'un programme d'ordinateur exprimé sous une forme essentiellement semblable, ou pour toute autre activité qui viole le droit d'auteur.

3. Les accords contractuels conclus en violant les alinéas 1 et 2 sont nuls.

4. Conformément à la convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques, ratifiée et devenue exécutoire en vertu de la loi n. 399 du 20 juin 1978, les dispositions du présent article ne peuvent pas être interprétées de telle sorte que leur application porte indûment atteinte aux intérêts légitimes du titulaire des droits ou soit en contraste avec l'exploitation normale du programme".

#### Article 6

1. L'article 103 de la loi n. 633 du 22 avril 1941 est complété comme suit:

a) L'alinéa suivant est ajouté à la suite du troisième alinéa:

"A la Société italienne des auteurs et éditeurs est en outre confiée la tenue d'un registre public spécial des programmes d'ordinateur. Dans ce registre figurent le nom du titulaire des droits

exclusifs d'utilisation économique et la date de publication du programme, la publication étant le premier acte d'exercice des droits exclusifs".

b) L'alinéa suivant est ajouté à la suite du cinquième alinéa:

"Les registres visés au présent article peuvent être tenus en utilisant des moyens et des instruments informatiques".

#### Article 7

1. L'alinéa suivant est ajouté à la suite du deuxième alinéa de l'article 105 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Pour les programmes d'ordinateur, l'enregistrement est facultatif et onéreux".

#### Article 8

1. L'alinéa suivant est ajouté à la fin de l'article 161 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Les dispositions de cette section s'appliquent aussi à quiconque met en circulation, par quelque moyen que ce soit, ou détient dans un but commercial des copies non autorisées de programmes et tout moyen qui vise uniquement à permettre ou à faciliter la suppression arbitraire ou l'exclusion fonctionnelle des dispositifs appliqués en vue de protéger un programme d'ordinateur".

#### Article 9

1. Les mots suivants sont insérés au début du premier alinéa de l'article 171 de la loi n. 633 du 22 avril 1941: "Sans préjudice des dispositions de l'article 171-bis".

## Article 10

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 171 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 171-*bis*. - 1. Quiconque copie abusivement des programmes d'ordinateur dans un but lucratif ou bien, dans le même but et tout en sachant ou en étant censé savoir qu'il s'agit de copies non autorisées, importe, distribue, vend, détient à des fins commerciales, ou loue lesdits programmes, est passible d'une peine d'emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 500.000 liras à 6.000.000 liras. La même peine est appliquée si le fait concerne un moyen, quel qu'il soit, dont le seul but est de permettre ou de faciliter la suppression arbitraire ou l'exclusion fonctionnelle des dispositifs appliqués en vue de protéger un programme d'ordinateur. La peine d'emprisonnement ne peut être inférieure à six mois et l'amende à un million de liras en cas de faits particulièrement graves, ou si le programme ayant fait l'objet d'une copie, d'une importation, d'une distribution, d'une vente, d'une détention dans un but commercial ou d'une location abusive a été précédemment distribué, vendu ou loué sur des supports portant le visa de la Société italienne des auteurs et éditeurs au sens de la présente loi et de son règlement d'exécution approuvé par le décret royal n. 1369 du 18 mai 1942.

## Article 11

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 199 de la loi n. 633 du 22 avril 1941:

"Article 199-*bis*. - 1. Les dispositions de la présente loi s'appliquent aussi aux programmes créés avant son entrée en vigueur, sans préjudice, le cas échéant, des droits conclus et des droits acquis avant cette date".

## Article 12

1. Les caractéristiques du registre, les modalités d'enregistrement visées aux articles 6 et 7 et les droits correspondants seront établis par un décret du Président du Conseil des Ministres devant être promulgué dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, après avoir entendu la Société italienne des auteurs et éditeurs.

Le présent décret, muni du sceau de l'Etat, sera inséré dans le Recueil officiel des actes normatifs de la République italienne. Chacun est tenu de l'observer et de le faire observer.